



Paris le, 27 février 2015

Lettre ouverte

à Monsieur Michel SAPIN Ministre des Finances et des Comptes publics,
à Monsieur Emmanuel MACRON Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique
à Monsieur Christian ECKERT, Secrétaire d'Etat au Budget, auprès du ministre des Finances et des Comptes publics

Messieurs les Ministres,

Les Fédérations des Finances Solidaires, CGT, FO, CFDT, UNSA et CFTC, s'adressent à vous pour dénoncer l'évolution des missions des ministères économiques et financiers et ses conséquences tant pour les agents que pour les usagers du service public.

La situation est alarmante à plus d'un titre. En effet, depuis le début des années 2000, les choix des gouvernements successifs ont consisté à supprimer des emplois, à procéder à des vagues successives de restructurations, à diminuer les moyens budgétaires des services de « Bercy » et à instaurer un mode de management orienté vers la pression statistique et la mise en concurrence des agents entre eux.

Ces choix ont profondément affectés la qualité et l'efficacité des missions mais également les conditions de travail des agents.

Il en va ainsi des missions de contrôle, par exemple, de plus en plus considérées comme une entrave à l'activité des entreprises alors que les différentes formes de fraudes économiques nourrissent les déséquilibres sociaux et économiques.

Ces choix ont été mis en œuvre sans discernement au nom de « l'exemplarité de « Bercy », et ce alors même que la charge de travail et la complexité d'exercice des missions ne cessent de s'accroître. Pour autant, alors que les ministères économiques et financiers ne sont pas estampillés « prioritaires », leurs missions n'ont jamais été aussi essentielles et reconnues en cette période de crise et de lutte contre toutes sortes de trafics.

Qu'il s'agisse du contrôle public (fiscal, douanier, économique, industriel), de la protection du consommateur, du conseil aux collectivités locales, de l'accueil des contribuables, de la statistique publique, des projections macroéconomiques et financières, de la formation économique, tout démontre l'incontestable utilité économique et sociale des administrations « Bercy ».

Ces changements profonds ne sont pas sans conséquences, tant sur les agents - parmi lesquels la perte de sens de leur travail est réelle - que sur l'exercice des missions dont la qualité souffre indéniablement, et de plus en plus. Au final, c'est l'ensemble des citoyens qui sont les premières victimes des conséquences de ces choix.

Nos fédérations n'ont eu de cesse de dénoncer cet affaiblissement de la place, du rôle et des moyens des ministères économiques et financiers.

Il en va ainsi des moyens humains. Ceux-ci doivent désormais, et de toute urgence, être renforcés.

Au-delà, il s'agit également de réorienter le mode de management vers davantage de soutien technique et vers une cohérence propre à chacune des directions générales et des services.

En outre, face aux mutations de l'organisation territoriale de l'État, il importe que « Bercy » conserve son unité, sa cohérence et une présence sur l'ensemble du territoire.

Enfin, **les moyens budgétaires doivent eux aussi être valorisés**, et ce afin de permettre aux services de fonctionner correctement et de reconnaître la technicité croissante des agents.

Messieurs les Ministres, nos fédérations revendiquent que les agents et services des ministères retrouvent enfin les moyens d'assurer correctement leurs missions de service public. Ensemble nos Fédérations osent espérer que vous partagez cet objectif, c'est pourquoi, elles se déclarent, sur ces bases, ouvertes au dialogue.

Veuillez agréer, messieurs les Ministres, l'expression de notre considération distinguée.